

IRAK

Début de l'assaut pour chasser Daesh de son dernier carré à Mossoul

Les forces irakiennes soutenues par l'aviation de la coalition internationale ont lancé hier l'assaut pour reprendre la vieille ville de Mossoul aux terroristes qui résistent farouchement dans leur dernier grand bastion urbain d'Irak.

Le crépitement des tirs de mitrailleuses pouvait être entendu en provenance de la vieille ville où sont retranchés la grande majorité des terroristes du groupe Daesh, selon un correspondant de l'AFP à Mossoul. Des colonnes de fumée étaient visibles au-dessus du secteur.

Les positions irakiennes étaient, elles, soumises à d'importants tirs d'obus.

Une reprise de la vieille ville permettrait aux forces gouvernementales de contrôler la totalité de la deuxième ville d'Irak tombée en juin 2014 aux mains des terroristes.

L'opération constitue en principe l'ultime étape de la vaste offensive lancée il y a huit mois par les forces irakiennes pour chasser

Daesh de la ville septentrionale.

Mais elle s'annonce ardue. Située sur la rive ouest du fleuve Tigre qui divise Mossoul, la vieille ville est un dédale de petites rues fortement peuplé, guère propice à l'avancée des blindés et où l'usage d'armes lourdes risque de mettre en péril les civils.

Selon l'ONU, quelque 100 000 civils y sont «retenus comme boucliers humains» par les terroristes.

L'opération menée par les forces de l'armée, du contre-terrorisme (CTS) et de la police fédérale a «commencé à 6h locales. Pour préserver la vie des civils, les militaires ne peuvent qu'avancer lentement», a dit à l'AFP le général Abdel Ghani al-Assadi, haut commandant du CTS.

«Les combattants de Daesh

ont construit des lignes de défense solides et opposent une forte résistance», a indiqué de son côté un officier de haut rang.

Sinane, un membre des CTS, a été l'un des premiers à se lancer contre les positions terroristes à bord de son bulldozer. «La première ligne de défense était formée de remorques, je les ai poussées et il y avait un muret derrière. Mais j'ai dû ensuite me retirer après avoir été visé par des roquettes. La résistance est dure».

Au premier étage d'un immeuble, un commandant des CTS utilise fébrilement sa tablette, pour coordonner une frappe contre une voiture piégée qui s'approche de sa position.

Selon le général Assadi, «l'un des secteurs les plus difficiles à prendre est le quartier Farouq qui mène à la mosquée Al-Nouri».

C'est dans cette mosquée que le chef de Daesh Abou Bakr al-Baghdadi avait fait, en juillet

2014, sa seule apparition publique connue. Il avait alors appelé tous les musulmans à lui prêter allégeance après avoir été désigné à la tête du califat proclamé par son groupe sur les territoires conquis en Irak et en Syrie voisine.

«Nos forces avancent à pied car les allées sont très étroites. C'est le dernier épisode du show Daesh. C'est notre opération la plus difficile. Ils sont encerclés à 270 degrés. Ils n'ont plus que le fleuve et n'ont nulle part où aller», a ajouté le général Assadi.

Les membres irakiens «de Daesh vont raser leurs barbes et tenter de se fondre parmi les civils. Les (terroristes) étrangers combattront et seront finalement tués», a-t-il prédit, en estimant que l'opération prendrait du temps.

Appuyées par la coalition internationale, les forces irakiennes ont lancé le 17 octobre 2016 leur vaste offensive pour chasser Daesh de Mossoul. Après avoir reconquis fin janvier la partie orientale, elles ont lancé en février la bataille pour reprendre la partie occidentale dont elles contrôlent 90% selon l'armée.

Interrogé par l'AFP sur la participation de la coalition internationale à l'assaut, un porte-parole de cette alliance, le colonel Ryan

Dillon, a affirmé soutenir «les partenaires irakiens» dans leur guerre contre Daesh et «déployer les efforts nécessaires pour protéger les civils».

L'ONG International Rescue Committee (IRC) a averti que «les quelque 100 000 civils pris au piège dans la vieille ville vont vivre des moments terrifiants et risquent d'être pris dans les féroces batailles de rue».

Elle a mis en garde contre les risques d'écroulement de bâtiments sous l'effet des frappes. «Cette offensive finale pourrait prendre des semaines et ceux qui sont piégés souffriront très certainement de faim».

Depuis le début de l'offensive, 862 000 personnes ont été déplacées de Mossoul. 195 000 d'entre elles sont toutefois revenues dans l'est de la ville.

Une perte de Mossoul serait un coup très dur porté à Daesh mais ce groupe continue d'occuper des régions dans les provinces de Ninive (nord) de Kirkouk (nord-est) et d'Al-Anbar (ouest).

Malgré ses reculs sur le terrain — il est également la cible d'une offensive majeure dans son fief de Raqa en Syrie —, le groupe terroriste parvient néanmoins à frapper en menant des attentats meurtriers à travers le monde.

SAHARA OCCIDENTAL

Un rapport établit l'iniquité du procès des militants sahraouis du groupe Gdeim Izik à Rabat

Un rapport d'observations de la défense sur le procès des militants sahraouis du groupe Gdeim Izik devant la Cour d'appel de Rabat établit l'iniquité du procès et l'absence de crédibilité scientifique et juridique des charges retenues contre les accusés.

Le procès en appel, repris début juin, a été reporté jeudi au 11 juillet prochain. Il s'agit du cinquième report du procès des 24 militants sahraouis qui ont été arrêtés, torturés et condamnés à de lourdes peines sur la base d'aveux signés sous la torture en raison de leur participation au camp de protestation sahraoui de Gdeim Izik en 2010.

Le rapport de 74 pages, rédigé par M^e Ingrid Metton et M^e Olfa Ouled, dont l'APS a obtenu une copie, fait ressortir que «l'ensemble des éléments de preuve présentés pour démontrer la culpabilité des accusés font cruellement défaut et n'ont aucune crédibilité scientifique et/ou juridique».

Selon l'acte d'accusation, les prisonniers politiques sahraouis sont poursuivis pour des «faits de violence commis sur des agents des forces publiques, entraînant la mort avec intention de la donner, association de malfaiteurs dans le but de commettre un crime et profanation de cadavre».

Le rapport souligne que «les procès-verbaux, obtenus sous la torture, preuve centrale du procès militaire et de la procédure devant la Cour d'appel, sont inopérants», rappelant que le tribunal militaire s'était dessaisi de

l'affaire par manque de preuves.

Contrairement à la campagne publique, qui a été menée dans les médias, «le jugement du tribunal militaire n'a (...) pas été cassé suite au changement législatif excluant la compétence du tribunal militaire, mais bien en raison du défaut de motivations de la décision qui découle de l'inexistence de preuves à l'encontre des accusés, explique le document qui devra être envoyé au Président français Emmanuel Macron, au ministère des Affaires étrangères, aux ambassades, aux institutions internationales et aux ONG.

Pour la défense des militants sahraouis, l'état du dossier devant la Cour d'appel est «exactement similaire à celui devant le tribunal militaire», rappelant que la Cour de cassation a déjà sanctionné l'absence de preuves et d'identification des victimes par décision du 27 juillet 2016.

Cependant, face à cette «carence manifeste», le document met en relief la crainte de la défense de voir le procès requalifié afin de résoudre cette difficulté.

«Cette tentative de requalification est tout simplement grave et constituerait, si elle était pro-

noncée, une atteinte inacceptable au procès équitable et aux droits de la défense», affirme le rapport, expliquant que l'acte d'accusation, rédigé par le juge d'instruction près le tribunal militaire, «joue un rôle déterminant dans les poursuites pénales». A compter de sa signification, la personne mise en cause est officiellement avisée par écrit de la base juridique et factuelle des reproches formulées contre elle.

Pour la défense, l'unique objectif de cette requalification est de «présenter les 24 militants de l'autodétermination, dont 21 sont aujourd'hui emprisonnés depuis 7 ans, comme des terroristes ou les fomenteurs d'un état de guerre soutenue par des forces obscures et, à en croire la presse, un Etat étranger...».

Même avec la présentation de nouveaux éléments de preuve qui ne sont pas crédibles, poursuit la défense, «il est impossible de déterminer les causes de la mort et l'absence de toute analyse scientifique des pièces à conviction».

Le rapport fait état également, selon les témoignages de détenus recueillis par leurs avocats, «d'au moins six de ces détenus ont été violés par une matraque et se sont fait uriner dessus au cours de leur garde à vue», ajoutant que «la plupart ont été maintenus pendant plusieurs jours menottés, les yeux bandés, privés de sommeil et de nourriture».

ÉTATS-UNIS

Trump défend sa présidence, répétant son accusation de «chasse aux sorcières»

Donald Trump a envoyé hier matin une nouvelle salve de tweets pour défendre sa présidence qui baigne dans le scandale depuis son arrivée à la Maison Blanche, dénonçant une fois de plus la «chasse aux sorcières» dont il s'estime victime.

«Le programme "rendre à l'Amérique sa grandeur" se porte très bien malgré la distraction de la chasse aux sorcières», a écrit sur Twitter le milliardaire républicain, qui passe pour la première fois le week-end à Camp David, résidence de villégiature officielle des Présidents des Etats-Unis, avec sa famille.

«Nombreux nouveaux emplois, enthousiasme élevé des entreprises», a-t-il poursuivi, listant également parmi ce qu'il considère comme ses accomplissements, la nomination à la Cour suprême du juge conservateur Neil Gorsuch.

«Infrastructure, santé et réductions d'impôts en cours», a-t-il encore ajouté.

Il s'en était pris vendredi, déjà sur ce réseau social qu'il utilise allègrement, au ministère de la Justice au sujet de l'enquête sur l'affaire russe.

Dans un tweet ambigu, il avait donné crédit à ce que seules des sources anonymes avaient jusqu'alors confié à des médias: le procureur spécial Robert Mueller enquête sur une possible entrave à la justice de la part du chef de l'exécutif américain dans cette affaire.

Selon un membre de son équipe de défense, M. Trump se fondait sur un article du *Washington Post* faisant référence à l'élargissement de l'enquête au Président pour une possible entrave, mais il ne confirmait pas par ce tweet être lui-même visé par cette enquête.

M. Trump est accusé d'avoir limogé le directeur de la police fédérale (FBI) James Comey à cause du refus de ce dernier d'épargner son ancien conseiller à la sécurité nationale Michael Flynn, concerné par l'enquête sur l'ingérence de la Russie dans l'élection présidentielle de 2016 et une possible collusion entre l'entourage de M. Trump et des responsables russes.

Le Président a nié avoir tenté d'influencer la tournure de ces investigations mais il a reconnu dans une interview avoir eu la Russie à l'esprit lorsqu'il a limogé M. Comey.